

Entre acte de rébellion, engagement politique et mercenariat, que disent les récits des jeunes en armes ?

Alhassane GAOUKOYE, Maître de Conférences ULSHB
gaoukoyedicko@yahoo.fr

Abstract :

The year 2012 constitutes a painful turning point in the recent history of Malian youth. The resurgence of the rebellion in the Kidal region under the banner of the National Movement of Liberation of Azawad gives a new dimension to the Malid crisis whose effects will affect the entire country. On the front line, a separatist youth and Tuareg, often xpatriate, brandishes weapons to demand the independence of Azawad. This final take of weapons by a part of the community to which you have a particular stamp in terms of the age of the leaders, their intellectual, political, ideological itineraries, the prescribed values or still their fascinating confidence in weapons to defeat Evil on the one hand, and proclaim the independence of Azawad assimilated to a specific confiscated identity, on the other hand.

Does the extreme revolt of youth and Tuareg reflect the sign of a megamutation on the scale of country, or specific to the nomadic society freedom survey consistent with its way of life?

Does it reject all forms of dictatorship? Or reinvent inclusive governance proscribing the privileges granted to a voracious gerontocracy? Does it stimulate a form of governance, a new citizenship synonymous with a coup d'état of social cadets against seniors with an unlimited mandate? This is the quintessence of the communication entitled "Entreacte de rebellion, political commitment and mercenarism, what do the stories of young people in arms say?

Résumé

L'année 2012 constitue un tournant douloureux dans l'histoire récente de la jeunesse malienne. La résurgence de la rébellion dans la région de Kidal sous la bannière du Mouvement National de Libération de l'Azawad donne une nouvelle dimension à la crise au Mali dont les effets affecteront tout le pays. En première ligne, une jeunesse touarègue séparatiste, souvent expatriée, brandit les armes pour réclamer l'indépendance de l'Azawad. Cette ultime prise d'armes par une partie de la communauté touarègue revêt un cachet particulier au regard de l'âge des leaders, leurs itinéraires intellectuels, politiques, idéologiques, les valeurs prescrites ou encore leur confiance fascinante aux armes pour vaincre le Mali d'une part, et proclamer l'indépendance de l'Azawad assimilé à une identité spécifique confisquée, d'autre part. Cette révolte extrême de la jeunesse touarègue traduit-elle le signe d'une méga mutation à l'échelle du pays, ou spécifique à la société nomade en quête de liberté conforme à son mode de vie ? Vise-t-elle à rejeter toutes formes de dictature ? Ou à réinventer une gouvernance inclusive proscrivant les privilèges octroyés à une gérontocratie vorace ? Stimule-t-elle une forme de gouvernance, une citoyenneté nouvelle-synonyme de coup d'état des cadets sociaux contre les aînés au mandat illimité ? Telle est la quintessence de la communication intitulée « Entre acte de rébellion, engagement politique et mercenariat, que disent les récits des jeunes en armes ? ».

Mots-clés : Jeunesse, rébellion, autonomie, engagement politique.

Introduction

À l'instar de la plupart des pays du Sahel, le Mali regorge d'une population jeune. En 2022, 65% des maliens ont moins de 25 ans. A long terme, cet atout démographique garantira au pays des exploits dans divers domaines d'investissement y compris des visées juvéniles. De l'indépendance du Mali en 1960 à 2023, la jeunesse a été utilisée à des fins variées par tous les régimes consécutifs. L'avènement du multipartisme et de la démocratie a renforcé l'emprise de l'État, en particulier des partis politiques sur les orientations de la jeunesse malienne. À titre d'illustration, l'association des élèves et étudiants du Mali (AEEM), une des composantes de la chute de la deuxième république, a marqué de son empreinte l'échiquier national. Elle a revêtu tour à tour, la casquette de révolté, d'activiste syndical pour se recycler en une agence lucrative de mercenaires à la solde de certains leaders politiques. À son déclin, elle ressemble à un gang insoumis, toléré, hanté par le gain facile et la conquête du pouvoir à coup de machettes, d'armes à feu. L'Association des élèves et des étudiants du Mali résonne ainsi comme une variante urbaine de cette jeunesse malienne menant une vie de loubards menaçant les régimes en place.

Parallèlement à la jeunesse estudiantine, une autre strate de la jeunesse rurale, nomade, expatriée, en particulier la jeunesse Touarègue héritière d'expériences inédites, d'odyssées sombres, entame un réveil brutal dès 1990, en prenant les armes pour revendiquer son intégration dans la vie politique et militaire du Mali qu'elle accuse d'avoir exproprié sa « nation, profané sa culture ». Au regard de la thématique vaste, nous avons focalisé la réflexion sur les raisons qui poussent la jeunesse à recourir aux armes. Nous avons privilégié la jeunesse Touarègue, celle qui est au cœur de l'actualité nationale depuis plus de deux décennies, à cause de sa révolte, son art de communication fourmillante sur les réseaux sociaux, son lobbying international, sa romance nostalgique à travers l'orchestre Tinariwen, son engagement politique soutenu par une formation éducative et idéologique accumulée au Maghreb, en Europe, en Arabie Saoudite, etc. Tous ces facteurs ont fini par aiguïser la personnalité de cette jeunesse à propension sécessionniste. Cette analyse se propose donc de cerner les actes de rébellion ou de mercenariat de la jeunesse en général, et ceux de la jeunesse Touarègue en particulier, résolue à inventer la roue de l'histoire, pesant de tout son poids pour rompre les schèmes d'accès au pouvoir.

Dans cette communication nous cherchons à déterminer les causes des rébellions de 1990 à 2012, en essayant d'interpréter, décrypter les récits des jeunes en armes et leurs intentions dissimulées. En d'autres termes nous visons à :

- analyser en s'appuyant sur le cas du Mouvement National de Libération de l'Azawad, les mobiles qui poussent la jeunesse Touarègue à opérer des choix extrêmes et revendiquer un idéal jugé surréaliste par les autorités maliennes,
- identifier les messages salvateurs issus des récits des jeunes en armes pour circonscrire les larmes, les âmes perdues et œuvrer pour une paix durable.

Pour rédiger cette communication, nous avons agrégé plusieurs procédés : le recueil de témoignages des jeunes armés, l'exploitation de documentaires journalistiques afférents à la rébellion touarègue au Mali, de thèses de doctorat traitant des rébellions au Niger et au Mali, d'articles scientifiques et des recherches de terrain relatives à nos ouvrages publiés à l'Harmattan, à savoir *Conspiration au Mali et au Sahel* (2018), *Ménaka, les fleurs du mensonge* (2022).

1- Genèse d'un soulèvement nationaliste dissimilé

Le concept de rébellion est polysémique mais aussi tendancieux. Au Mali, les régimes consécutifs ont qualifié de rébellion, tout mouvement insurrectionnel, toute prise d'armes par une communauté, une association d'individus aspirant à un idéal, un projet de société, une réforme radicale de l'État. La dernière dynamique a été amorcée en 1991 suite aux accords de Tamanrasset accordant aux rebelles « l'autonomie interne et l'octroi d'un statut particulier des régions du Nord-Mali ». Le soulèvement de la jeunesse touarègue s'inscrit dans cette lignée. Pendant la rébellion de la décennie 1990, le régime militaire de l'époque a désigné la bande d'insurgés et leurs chefs, auteurs des attaques contre les infrastructures publiques du cercle de Ménaka par des formules diversifiées et dévalorisantes : « vandales, voyous, bandits armés, frères égarés ».

Avec l'avènement du régime démocratique en 1992, hostile au régime militaire déchu, certains leaders politiques ont assimilé « les bandits armés du nord à des démocrates en armes » poursuivant le même objectif que les « activistes de Bamako », acteurs des événements du 26 mars 1991. D'ailleurs, le président Alpha Oumar Konaré dans son discours à la nation du 28 mai 1994 à Koulouba déclare : « La rébellion des populations du Nord avait pour objectif légitime la renégociation des conditions de leur participation à la nation malienne. Leur combat était d'essence démocratique. C'était un combat pour l'honneur et le développement... ».

De 2012 à nos jours, les rebelles du Mouvement National de Libération de l'Azawad ont reçu autant de la part des gouvernants que des internautes loyalistes une panoplie de déterminants les cataloguant comme une « association de criminels, de narcotrafiquants, de conspirateurs, de mercenaires, d'apatrides à la solde des puissances impérialistes, notamment la France et l'Union Européenne ». Toutes ces dénominations visant les rebelles Touaregs et leurs alliés arabes sont soit des constructions citoyennes, soit des railleries émanant des autorités officielles. Auparavant, le même phénomène a été observé sous le colonialisme dans sa phase d'extension dans les colonies de l'Afrique occidentale. Durant la colonisation française, les révoltes des chefs coutumiers ou de personnalités religieuses du Soudan occidental souvent réprimées dans le sang ou contraintes à un exil, ont été interprétées comme des actes de rébellion, d'insoumission et de désobéissance grave. Elles ont été anéanties sans circonstances atténuantes sous la sentence d'ennemis de la France. Plus tard les historiens maliens ont réhabilité

ces chefs en les baptisant «résistants, héros nationaux voire pères de l'indépendance». Leur lutte s'inscrit dans la droite ligne des mouvements de libération nationale et de l'émancipation des peuples opprimés auxquels s'opposent frénétiquement les puissances hégémoniques. Les allégations des régimes successifs au Mali sur la rébellion touarègue obéissent-elles à la même grille de lecture que celles du colonisateur résolu à réduire au silence toute mutinerie ? Doit-on se limiter à ce simple glossaire de l'État et de ses fidèles pour définir le concept de rébellion, de mercenariat ? Quelle autre conception les rebelles ont-ils de leur propre soulèvement ? Pourquoi leur grille de lecture des événements contraste-t-elle avec celle de l'État ? Quelle signification les autres résidents de la même aire culturelle attribuent-ils au soulèvement de la jeunesse Touarègue ?

2- Regard croisé sur le concept de rébellion

Certains auteurs assimilent la rébellion à un conflit armé voire à une guerre civile. « En droit international la rébellion peut être définie comme tout acte de soulèvement ou d'émeute qui désigne des affrontements sporadiques contre les forces de l'État. Lorsque la rébellion est armée et prend un caractère grave et que le gouvernement en place s'avère incapable de maintenir l'ordre public et exercer sa souveraineté sur l'ensemble du territoire national, la rébellion est qualifiée d'insurrection. Dans les deux cas l'on se trouve dans une situation de guerre civile ». La crise multidimensionnelle qui secoue le Mali revêt tous les éléments contenus dans cette définition. Après dix ans de conflit armé, la rébellion touarègue au Mali s'est métamorphosée en recourant à des armes équivalentes à celles d'une armée régulière africaine. Cet arsenal militaire explique en partie ses exploits militaires de 2012 à 2018. Un autre aspect de ces victoires sur l'armée nationale est le recrutement de mercenaires experts d'engins divers, du renseignement et offrant une formation rigoureuse aux rebelles Touaregs. Le mercenariat et la rébellion deviennent ainsi les deux faces d'une même pièce de monnaie dans le conflit qui sévit au Mali depuis 2012. « Le mercenariat est un phénomène dangereux, qui contribue à pérenniser des situations de crise dans les Etats les plus fragiles ». Les mercenaires encore appelés les « marchands du chaos » participent aux guerres pour des motifs variés. Pour le cas spécifique de la rébellion touarègue de 2012 au Mali, les mobiles politiques semblent l'emporter sur tous les autres aspects.

Les origines lointaines de la rébellion touarègue au Mali remonteraient en juin 1963. Elle est perçue plus comme une « révolte d'humeur et d'honneur » sauvagement réprimée par le capitaine Diby Sillas Diarra qu'une rébellion à proprement parler. Les exactions commises par l'armée sur les populations et les chefs coutumiers expliqueraient les répliques cycliques des révoltes Touarègues toujours réprimées manu militari. Les séquelles des sécheresses de 1973 et des années 80 ont cristallisé les pénitences de la « communauté Touarègue ». Les

narratifs des rescapés de ces années de dures épreuves, de famine décrivent un tableau sombre : « (...) *Tous nos animaux sont morts. Il nous reste des ânes, un cheval. Sur la route, il y a rien à manger. Il y a un arbre, je ne le vois pas ici. On prend ses feuilles et ils vont chercher de cet arbre et les cuir, cuir* ». Les traumatismes de la première rébellion ont endurci la jeunesse Touarègue qui promet de se venger contre le Mali. Un vétéran de la rébellion de 1990 raconte : « *C'était en 1965. Les acteurs de cette rébellion étaient arrêtés. Zeid ag Attaher et ses compagnons ont été arrêtés disons par les algériens et remis aux autorités maliennes. On les présentait comme un trophée de guerre. Ils étaient nus, enchaînés. C'est là que j'ai compris que quelque chose est né en moi et nous oblige aujourd'hui à se poser des questions en tant qu'humain d'abord, en tant que fils de ce pays, soi-disant. Est-ce que réellement nous sommes des véritables citoyens de ce pays ?* ». On comprend aisément que les rébellions de 1990 à 2012 constituent un typhon qui a pris de l'ampleur au cours des générations. Pourtant la vraie cause des révoltes touarègues est toujours diluée dans un amas de revendications annexes voire différée en raison du contexte défavorable. Aussi en 1990, un premier contingent de jeunes révolutionnaires débarquent-ils à Kidal. Ils s'insurgent contre la pyramide sociale. « *Quand les jeunes ont quitté la Libye, c'était un soulèvement contre les chefferies traditionnelles qui ne font pas place pour la jeunesse. Tu es un jeune diplômé tu restes sans emploi. Pour avoir un emploi, il faut être de la famille de la chefferie ou être recommandé de la chefferie. C'était le but de la rébellion de 90* ». Cette première incursion des jeunes Touaregs établis en Libye est le début d'une guerre enchaînée au Mali pour conquérir leur territoire ancestral, l'Azawad. L'opération est minutieusement préparée en Libye en connivence avec d'autres Touaregs du Niger conditionnés à la révolution Libyenne. Dans ce pays, ils ont fréquenté l'école, la madrasa et les camps d'entraînement militaire. Un officier du Mouvement National de Libération de l'Azawad dévoile les contours de cette éducation civique et militaire. « *Pourquoi je tenais à l'école et à l'entraînement ? C'est parce que dans mon territoire d'origine, dans l'Azawad, l'Etat auquel j'étais officiellement rattaché ne me garantissait pas ce droit d'aller à l'école. Au bout de sept ans, je suis devenu, moi et mes camarades des unités bien formées. Nous recevions une sensibilisation au fait que notre territoire, l'Azawad était colonisé. Notre population opprimée et nos droits bafoués* ». L'esprit indépendantiste devient vivace chez les jeunes Touaregs en service militaire en Libye. Ils décident de réaliser leur projet dissimulé en 1990. Les Touaregs désertent l'armée libyenne après avoir acquis une bonne formation militaire, des minutions et des renseignements sur la déliquescence de l'armée malienne dès 2010. Le même officier confesse : « *Nous avons quitté nos positions à la frontière avec le Soudan. Nous étions beaucoup d'unités combattantes et nous nous sommes retrouvés au camp du 5 mars et nous avons pris la décision de rentrer chez nous. Nous nous sommes répartis en groupe de 5 et de 2 pour le chemin de retour. Nous avons filtré comme des passagers sans*

armes qui quittaient la Libye et rentraient chez nous. Mais notre objectif, c'était de lancer une révolution dans notre territoire, de combattre l'armée malienne dans notre territoire ». Les rebelles de 1990 à 2012 déclinent alors leur identité véritable. Ils sont porteurs d'une culture révolutionnaire dont la finalité est de remettre en cause l'autorité souveraine du Mali sur un vaste espace appelé Azawad. Pourtant l'offensive militaire des rebelles n'a pas donné les résultats escomptés. Entre 1991 et 2006, malgré la signature de divers accord et pacte, des dissidents entretiennent la belligérance. La diplomatie parvient à sauvegarder raisonnablement l'intégrité territoriale qui s'effondre en 2012. Un militaire, rescapé de l'attaque de juin 90 de la prison de Ménaka et blessé de guerre, livre une confidence : *« Cette revendication territoriale dont j'ai parlé a été mise en application à la faveur du soulèvement de 2012. Depuis 2006, il y avait des velléités qui ont été rapidement étouffées par l'Accord d'Alger bis de Kafougouna Koné avec l'Alliance du 23 mai 2006 à Kidal suite à un soulèvement organisé par Iyad Ag Ghali qui s'est retranché à Tagargar où on a encore armé Gamou pour aller les déloger »*. La jeunesse Touarègue expatriée de Libye affine sa formation politique, idéologique et appelle toute la diaspora berbère à soutenir l'indépendance de l'Azawad. Un puissant lobbying se forme en Europe, en particulier en France et en Belgique pour proclamer l'autodétermination du peuple Touareg. Le contexte international marqué par l'assassinat de Kadhafi en 2011 et la dislocation de son armée accroissent le nombre de déserteurs Touaregs de l'armée de la Jamahiriya Libyenne. Ils débarquent au Mali pour réclamer l'indépendance de l'Azawad avec le soutien de la France. Bilal Ag Chérif, président du MNLA explique en détail le plan ourdi depuis des décennies pour revenir sur la terre des aïeux. Le contexte national marqué par l'insécurité grandissante, les prises d'otages européens dans le bastion des dissidents, les réseaux de narcotrafiquants et la résurgence d'essaims de terroristes salafiste, les rivalités géopolitiques autour des ressources immenses du Sahel, créent les conditions d'un retour massif des mercenaires de la Libye dans les régions de Kidal et de Ménaka. Bilal Ag Cherif, président du Mouvement National de Libération de l'Azawad, résume la synthèse des efforts de sensibilisation pour l'atteinte de leur objectif politique ultime : *« À la fin des années 90 nous avons créé un syndicat, l'union des étudiants de l'Azawad pour coordonner les étudiants de l'Azawad, les aider à aller vers leur objectif politique, leur cause, la cause de l'Azawad. Vous savez ce n'était pas des Libyens, ils sont là pour faire des études et repartir. Donc les leaders de ce syndicat d'étudiants se sont concentrés sur la préparation du retour dans leur pays de ces étudiants. Chaque jour, avant d'entrer en classe, nous chantions les chants de l'Azawad et les chants de la cause. La révolution de l'Azawad n'a jamais cessé. Il y a eu des étapes différentes, militaire, éducative, sociale. Même Tinariwen en tant que groupe de musique c'était pour le message, pour que les gens se souviennent toujours qui ils sont, pourquoi ils sont là et ce qu'ils doivent apprendre, comment ils doivent se*

préparer à rentrer dans leur pays et à se battre bien sûr pour la liberté. A cette époque la révolution de l'Azawad ne s'est pas arrêtée, parce qu'il y a eu toujours des problèmes entre le gouvernement du Mali et les populations du nord. Le gouvernement du Mali n'a jamais respecté les engagements signés. Donc il y avait toujours une raison pour un nouveau problème ».

La région de Kidal est perçue par les autorités maliennes et plusieurs observateurs avertis comme le bastion de la rébellion. Cette tendance s'est encore confirmée de mars 2012 à novembre 2023, en témoignent les graffitis aux couleurs de la Coordination des mouvements de l'Azawad. Un enquêté, originaire de la région de Gao peint au vif, dans un long discours la mentalité de la jeunesse de l'Adrar des Iforas sevrée de l'emprise de l'autorité malienne depuis 1990. Cette absence de l'État entérinée en 2012 a vu fleurir les mouvements indépendantistes dans la région de Kidal devenue un territoire quasi autonome où le drapeau du Mali a cessé d'onduler. « Pour ce qui concerne la jeunesse du nord et particulièrement celle de Kidal, de laquelle partent toutes les rébellions, je ne pense pas que les jeunes de cette région, aient pris les armes à cause du chômage, du manque d'emploi. Les jeunes Touaregs de la région de Kidal depuis la rébellion de 90 sont partis en Libye et ont appris le métier d'armes. Les services de renseignements français ont inculqué dans leur tête qu'ils pourraient avoir un État, leur indépendance et séparer du Mali. Culturellement ces jeunes croient qu'ils n'ont rien avoir avec le Mali, le sud du Mali. Ils refusent la domination noire. C'est un acte de racisme qui les a poussés à prendre les armes. La rébellion de 2012 ayant vu plusieurs villes du nord tomber, les jeunes Touaregs croient avoir les moyens nécessaires pour prendre leur indépendance, parce que l'armée malienne est faible et fuit devant les différents combats. Ceux qui sont nés après la rébellion de 90 n'ont pas connu le Mali. Il faut reconnaître depuis la rébellion de 1990, le pays a perdu carrément la gestion de Kidal. Cette jeunesse s'est mise déjà en tête que le Mali n'existe même pas. Fondamentalement c'est ce qui incite les jeunes à prendre les armes. Pour les jeunes en armes, Kidal ne peut plus revenir dans le giron malien. Ils se voient déjà indépendants. Cela incite tous ceux qui atteignent la majorité à prendre les armes, et de fil à aiguille ils ne se croient plus maliens ».

Un autre enquêté estime que les immenses privilèges octroyés à la région de Kidal expliquent les rébellions inconvenantes. Celles-ci sont la résultante du gain facile, des erreurs politiques de gouvernance combinées à la corruption des dirigeants du pays. « Cette solution de facilité que l'État a apporté à cette revendication armée a poussé beaucoup de jeunes d'aujourd'hui à basculé dans cette rébellion. Le jeu politique est un peu verrouillé. Dès que tu prends les armes, tu revendiques. Deux jours après, l'État négocie et on te propose ce qui a été proposé d'ailleurs au CSP-PSD. Avant qu'il reprenne les armes le Mali était prêt à intégrer 26.000 jeunes du Nord. Avec la reprise de ces armes tout pourra se gâter. Je ne pense pas si cette revendication, cette solution qui a été mise en avant va être appliquée ».

encore ». Quels enseignements peut-on tirer de ces narratifs ? La jeunesse Touarègue de l'Adrar des Iforas est-elle viscéralement sécessionniste ? Souffre-t-elle d'un chauvinisme abyssal ? Quelles représentations les autres jeunes maliens de la même aire culturelle ont-ils de ces indépendantistes ?

Depuis l'occupation de Gao le 31 mars 2012 par le Mouvement National de Libération de l'Azawad, Ansar Dine et le MUJAO, les jeunes organisés en mouvements de résistance civile interprètent la rébellion Touarègue, à la fois comme une haute trahison du Mali et une agression contre les communautés sédentaires riveraines du Niger. Cette agression viserait à assujettir les noirs et les contraindre à adhérer au projet de l'État de l'Azawad dont l'indépendance a été proclamée par Bilal ag Chérif le 6 avril 2012 dans la cité des Askia. Un enquêteur fait cette mise au point : *« Les actes posés par ces jeunes relèvent en réalité de la haute trahison. Aujourd'hui les intégrés dans l'armée, c'est devenu un problème. Doit-on arrêter les intégrations avec l'avènement des terroristes ? Le MUJAO ce sont des arabes de Gao qui se sont organisés en milice. Ils ont déserté l'armée. Finalement ils ont levé une armée pour défendre leurs biens et leur communauté. Les Touaregs ont embarqué tout le monde dans cette histoire de guerre sans fin. L'étau est en train de se resserrer autour de Kidal qui est isolé »*. Un autre enquêteur nuance les propos de son prédécesseur en évoquant le caractère pacifique d'autres Touaregs qui ont tissé des liens historiques avec les Sonrhāï, les Peulhs et toutes les autres communautés de la boucle du Niger. C'est dans ce cadre qu'il place la conférence de la Coalition des Touaregs Iwillimiden et Alliés dont le mandataire, *« l'honorable Bajan Ag Hamatou a tenu à repreciser l'histoire, de dire au Mali qu'il y a des Touaregs qui ne sont pas dans ces velléités étatiques. Même s'ils ont un État, ils sont obligés de le partager avec les riverains du fleuve avec lesquels ils avaient des pactes. Ceux qui ont signé des pactes et alliances avec les riverains du fleuve ce sont les Iwillimiden et non les gens de l'Adrar des Iforas. Eux ne connaissent même pas le fleuve. Ce n'est pas leur problème. Leur problème c'est l'Algérie qu'ils connaissent et non le fleuve »*

3- Les régimes démocratiques : abdication ou prime à la rébellion ?

Les discours des enquêteurs suscitent des interrogations sur les raisons tangibles des rébellions qui perdurent au Mali. Y-a-t-il une responsabilité de l'État dans la résurgence des insurrections armées ? L'avènement de la démocratie a favorisé une gestion chaotique de la gouvernance locale basée sur l'impunité, l'injustice, le clanisme, la détention des armes à feu, le trafic d'influences des leaders locaux corrompus et déloyaux, la partialité des délégués de l'État dans la gestion des conflits intercommunautaires entre Daoussak et Peulhs. Par ailleurs, les enquêteurs soutiennent une abdication des régimes démocratiques obsédés à soudoyer les rebelles Touaregs au détriment des autres communautés marginalisées à cause de leur pacifisme angélique. L'État est tombé dans son propre piège, affirment plusieurs interviewés. En s'érigant en État mécène octroyant généreusement des

privilèges à la jeunesse Touarègue, constatent certains enquêtés, l'État a semé les graines de sa capitulation. En effet, les intégrations des ex rebelles dans les corps de l'armée et de la fonction publique ont remis en cause la justice sociale dont l'État est garant. Un enquêté évalue l'héritage des régimes démocratiques de 1992 à 2012 en ces termes : *« Si tu constates, les intégrations à la fonction publique, dans l'armée, on a fait des jeunes Touaregs commissaires de police, des préfets, des inspecteurs de douanes. Pourtant, chaque fois qu'il y a rébellion, les mêmes intégrés dans la fonction publique et de l'armée désertent, parce que l'alarme a sonné, c'est l'indépendance qu'on veut : c'est le séparatisme. Rares sont les intégrés qui manquent à l'appel de chaque rébellion »*. Un autre enquêté assez détendu, s'évertue à comparer les privilèges octroyés à la jeunesse Touarègue qui a pris les armes à ceux de la jeunesse sédentaire de Gao ou de Ménaka. Son discours est une leçon à méditer pour les protecteurs de la probité. Il énonce : *« Prenons la jeunesse de Gao, de Ménaka, les jeunes des autres villes du nord qui ne sont pas Touaregs. Cette jeunesse fait face aux mêmes problèmes de chômage, d'emploi. Mais elle n'a jamais pris les armes contre l'État central. Tout simplement elle se sent composante de cet État. Les jeunes Touaregs qui ne se sentent pas maliens c'est de leur côté qu'on voit cette prise d'armes, ces rébellions successives. Pourquoi les autres jeunes du nord n'ont-ils pas pris les armes pour se rebeller contre l'État central ? C'est parce qu'ils se considèrent comme une composante du Mali. La jeunesse sédentaire qui a les armes c'est pour se défendre contre l'agresseur. Elle n'a pas pris les armes contre le Mali mais plutôt contre ceux qui agressent le Mali. Dans ma compréhension, les jeunes Touaregs qui ont pris les armes ne l'ont pas fait parce qu'ils font face à un problème de chômage. C'est un esprit belliciste, un esprit séparatiste »*. Ce discours me pousse à partager avec les lecteurs l'anecdote du proviseur d'un lycée public, lui-même Touareg de la région de Ménaka, ancien réfugié au Burkina Faso de la rébellion de 90, intégré de la fonction à la suite des accords de Tamanrasset. Avec calme, il déclare : *« J'avais des jeunes Touareg dans mon lycée. A l'époque, j'ai initié la montée des couleurs. Il m'a été donné de constater que les enfants Tamasheq, chaque fois qu'il s'agit de monter les couleurs du Mali, vont se cacher dans les classes, se fermer pour ne pas y participer. Quelqu'un a attiré mon attention. Je les ai cherchés. Effectivement, ils étaient cachés quelque part. Ils ne voulaient pas participer. Je les ai amenés dans la masse, parmi les élèves et je les ai demandé eux-mêmes de monter le drapeau. À ma grande surprise, j'ai constaté qu'aucun d'eux ne savait chanter l'hymne national. Ils n'ont pas intégré leur appartenance au Mali. Il y avait un match qui opposait le Mali à la Tunisie. Tout le quartier regardait le match et supportait le Mali, excepté ces mêmes élèves qui supportaient la Tunisie et non le Mali. Les gens ont fait le constat. Quand la Tunisie a marqué ils ont manifesté leur joie. Ils ont failli être bottés par les gens. C'est pour dire que ces gens n'ont pas intégré le Mali dans la tête. Ils ne se sentent pas maliens. C'est la raison des rébellions »*

successives que nous avons connues. Ce n'est pas parce que le Mali les a discriminés, ou les voit comme des hommes de seconde zone. Non ! ». Cette thèse du proviseur du lycée est largement partagée par les jeunes résistants de Gao, « *Nous pas bouger, les Patriotes et les Patrouilleurs* » qui ont affronté durant l'occupation de 2012, les rebelles Touaregs d'avril au 27 juin où le Mouvement National de Libération de l'Azawad, a été défait par le Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO). Un jeune résistant s'exclame : « *On s'est rencontré à la radio Naata. Là, le nom du Mali a surgi. C'était le 15 ou 16 avril 2012, si je ne m'abuse. On a chanté l'hymne national. Les gens étaient préparés, puisqu'on est tous venus avec le drapeau du Mali. Quand on a fait sortir le drapeau, le MNLA n'a pas aimé cette scène* ». Après l'assassinat du leader Idrissa Oumar Maïga en 2012 par des présumés combattants du MNLA une foule immense se propose d'aller présenter ses condoléances à la famille attristée. L'itinéraire de la marche passe le gouvernorat où siège le président du MNLA, Bilal Ag Chérif, hostile à toute référence au Mali. Une scène insolite est rapportée par un témoin : « *Bilal Ag Chérif est sorti du gouvernorat, habillé en Bazin rose et turban blanc. Il avait un pistolet à la main. Il avait une seule cible, Crazy. Quand nous sommes tombés, il y a eu des amis qui m'ont rejoint parmi lesquels Crazy. Il était enveloppé du drapeau malien. Bilal ne voyait qu'Ibrahim et le drapeau du Mali. Il a chargé son arme et l'a pointé directement sur Ibrahim en lui ordonnant d'enlever le drapeau. Ibrahim lui a dit qu'il va mourir dans ce drapeau. Bilal continue à parler. L'arme est pointée sur Ibrahim. Je te donne quelques secondes. Si tu n'enlèves pas le drapeau, je vais mettre une balle dans la tête. Ibrahim lui a dit. Tu vas me mettre une balle dans la tête, parce que je ne veux pas l'enlever. C'est pourquoi on a appelé Ibrahim, Crazy, c'est à dire le fou. N'eût été Abdoul Hakim, Bilal l'aurait tué. Abdoul Hakim a soulevé la main de Bilal Ag Chérif et la cartouche a dévié de sa trajectoire* ». Plusieurs autres témoignages rapportés par des leaders religieux, des notables de la ville de Gao confirment le chauvinisme des fidèles du Mouvement National de Libération de l'Azawad. Ils assimilent leur combat à une vassalité des citoyens se réclamant du Mali.

Conclusion

Les témoignages des jeunes en armes laissent apparaître des réprimandes virulentes d'un État apostasié par une jeunesse Touarègue expatriée, hantée par l'autodétermination de son terroir dont jadis les populations et les chefs traditionnels ont été humiliés. Cette jeunesse perpétue un chauvinisme clanique fondé sur une idéologie raciste, une certaine altération de l'histoire et de la géographie à des fins politiques.

Les récits des jeunes en armes révèlent aussi l'incapacité de l'État à traiter les jeunes de la même aire culturelle de façon équitable sur la base de leur loyauté et des services rendus à la nation. Beaucoup de jeunes non Touaregs ont le sentiment

que l'État malien offre généreusement des opportunités d'emploi, de promotion sociale à ceux qui nient l'autorité légale au détriment des patriotes pacifiques. Par ailleurs, ils insistent sur la profusion à l'échelle nationale des sentiments de l'impunité, d'injustice et du recours par les citoyens à la violence pour revendiquer leurs droits les plus élémentaires. Aussi interpellent-ils l'État pour éduquer la jeunesse dans la paix, la vérité, la justice pour en faire d'une part des citoyens vertueux, patriotes, et d'autre part rompre le cycle de vengeance et de représailles.

Bibliographie

GAOUKOYE A., 2018, *Conspiration au Mali et au Sahel*, Paris : L'Harmattan.
GAOUKOYE A., 2022, *Ménaka, les fleurs du Mensonge*, Collection L'Harmattan, Mali.

LAWEL Chékou Koré, 2012, *Rébellion Touareg au Niger : approche juridique et politique*, Thèse de Doctorat, option Sécurité et défense, Université Paris Descartes.

<https://ciaotest.cc.columbia.edu> Christian LECHERVY, *Définir le mercenaire puis lutter contre le mercenariat « entrepreneurial » : un projet de gouvernement*, consulté le 29 novembre 2023.

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/mali-l-histoire-d-une-crisee1/3-La> genèse (1960-2011) publié le 01/11/2023. Cette mini-série a été réalisée en partie avec les interviews rassemblées pour le documentaire intitulé « Mali, la guerre perdue contre le terrorisme » de Nathalie Prévost et Olivier Jobart.

<https://www.cairn.info/> Pierre Boilley. *De Ménaka aux accords de Tamanrasset. L'Adagh en feu*, in Les Touaregs Kel Adagh, pages 445 à 494 consulté le 19 novembre 2023 à 20 heures, consulté le 15 novembre 2023.

<https://www.maliweb.net> Zeidane Ag Sidalamine. *De la question Touarègue au problème du Nord du Mali : ma part de témoignage* (1ère et 2ème parties), le 5 novembre 2012.

<https://www.cairn.info/le-temps-des-marabouts> Constant Hamès, 1997, *Le premier exil de Shaikh Hamallah et la mémoire Hamalliste* (Nioro-Mederdra, 1925), pages 337 à 360.

- Les entretiens divers des jeunes *Nous Pas bouger, les Patriotes et les Patrouilleurs* de la résistance civile de Gao
- Entretien avec Moussa T, militaire et blessé de guerre de la rébellion de 1990
- Entretien avec S.A, proviseur d'un lycée public de Bamako, ancien réfugié au Burkina Faso (1992) et intégré à la fonction publique à la faveur des accords de Tamanrasset (1991).